



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.371/4
du 27 mai 2020

advies 67.371/4
van 27 mei 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
aux marins'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende
zeevarenden'

Le 5 mai 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux marins'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 27 mai 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 mai 2020.

*

Op 5 mei 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post, belast met Administratieve Vereenvoudiging, Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende zeevarenden'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 27 mei 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 mei 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3^o, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le projet doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements de région.

Le dossier joint à la demande d'avis ne comprend toutefois que les lettres adressées aux gouvernements de région dans le cadre de cette procédure, lesquelles sont datées du 20 avril 2020.

Il revient par conséquent au demandeur d'avis de veiller à l'accomplissement complet de cette formalité préalable.

2. L'observation qui précède vaut également pour l'avis de l'Autorité de protection des données, ainsi que pour l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

3. Dans son avis donné le 3 avril 2020, l'Inspecteur général des Finances relève, à propos de l'incidence budgétaire du projet :

« Il est précisé dans la note de présentation du dossier que le projet d'arrêté royal introduit engendrera des dépenses nouvelles de l'ordre de 15.000 EUR par période de 5 ans.

Cette dépense sera nécessaire pour réaliser les audits de qualité imposés par les dispositions de l'article 8 en projet afin d'évaluer la qualité des activités de formation, d'évaluation des compétences et des procédures de délivrance des titres requis.

Le SPF Mobilité et Transports précise toutefois que ces dépenses nouvelles seront supportées au moyen des crédits budgétaires actuellement disponibles.

L'Inspection des Finances en prend acte ».

Interrogé sur l'absence d'accord du Ministre du Budget, le Fonctionnaire délégué a répondu :

« Het ontwerp van koninklijk besluit heeft een budgettaire weerslag. Om te voldoen aan een internationale verplichting en er voor te zorgen dat België op de white list blijft staan voor wat betreft het STCW-verdrag moet er om de vijf jaar, door bekwame personen, overeenkomstig artikel 8, § 2, een onafhankelijke evaluatie plaats vinden. Hierbij worden de werkzaamheden, met betrekking tot verwerving en beoordeling van kennis, begrip, vaardigheden en bekwaamheid en het beheer van het systeem voor het

verlenen van getuigschriften en voor de afgifte van bewijzen, officiële verklaringen en verlenging van geldigheid, waarvoor DG Scheepvaart verantwoordelijk is, gecontroleerd. De kosten voor het uitvoeren van een dergelijke audit wordt geraamd op 15.000 euro.

MAAR deze kosten worden met de huidige middelen opgevangen. Daarom moet er volgens ons geen akkoord van begroting worden aangevraagd en maakt het geen deel uit van de verplichte vormvereisten ».

Conformément à l'article 5, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', sont notamment soumis à l'accord du ministre du Budget les projets d'arrêtés royaux « qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles ». La circonstance que ces dépenses nouvelles seront supportées au moyen des crédits budgétaires actuellement disponibles ne libère pas l'auteur du projet de l'accomplissement de cette formalité préalable.

Le projet sera dès lors soumis à l'accord du Ministre du Budget ; un nouvel alinéa consacré à son visa sera ensuite inséré dans le préambule.

OBSERVATION PRÉALABLE

En l'absence d'un avis de l'Autorité de protection des données, il va de soi qu'en ce qui concerne les données à caractère personnel de nature à porter atteinte à la protection de la vie privée, leur collecte et traitement doivent à tout le moins s'inscrire dans le respect des principes de détermination des finalités, de nécessité et proportionnalité, au regard des objectifs poursuivis, principes qui sous-tendent la législation relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, ce dans le respect de l'article 22 de la Constitution.

C'est sous cette réserve que les observations qui suivent sont formulées.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Il revient à l'auteur du projet de vérifier que les différentes normes internationales en matière de navigation maritime auxquelles renvoie le projet ont bien été publiées, le cas échéant conformément à la loi du 24 avril 2014 'relative à la publication de divers actes internationaux portant des prescriptions techniques en matière de navires et de navigation maritime', à laquelle succéderont les articles 1.1.2.1 et 1.1.2.2 du Code belge de la Navigation à compter de leur entrée en vigueur.

Cette observation vaut notamment pour le « Recueil IGF », ainsi que pour le « Recueil sur la navigation polaire », définis à l'article 1^{er}, 47° et 48°, du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Dans le texte français de l'alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les mots « Code de la navigation belge » par : « Code belge de la Navigation ».
2. Les arrêtés modifiés ou abrogés qui sont de même rang dans la hiérarchie des normes doivent être mentionnés dans l'ordre chronologique ¹ : les alinéas 3 et 4 seront inversés.

DISPOSITIF

Article 2

Cette disposition définit le champ d'application de l'arrêté en projet. L'exception relative aux navires de plaisance utilisés à des fins professionnelles dans les eaux belges ² doit être revue afin d'avoir une portée identique à celle de l'article 4.2, § 2, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 28 juin 2019 'relatif à la navigation de plaisance' (article 34 du projet examiné).

Article 5

1. Au paragraphe 12, les mots « de la présente directive » doivent être omis entre les mots « à l'annexe 7 » et les mots « concernant les brevets d'aptitude » ³.
2. Le paragraphe 12, deuxième phrase, dispose :

« La Direction peut également fournir, à titre volontaire, les informations figurant sur les certificats d'aptitude délivrés aux matelots conformément aux chapitres II, III et VII de l'annexe de la convention STCW, telles que les informations indiquées à l'annexe 7 ».

Cette disposition vise à transposer l'article 5*bis* de la directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 'concernant le niveau minimal de formation des gens de mer', inséré par la directive (UE) 2019/1159 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'modifiant la directive 2008/106/CE concernant le niveau minimal de formation des gens de mer et abrogeant la directive 2005/45/CE concernant la reconnaissance mutuelle des brevets des gens de mer délivrés par les États membres'.

3. Au paragraphe 15, il sera fait mention de la directive 2008/106/CE.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 29.

² La notion d'eaux belges est définie à l'article 1.1.1.4, 2°, du Code belge de la Navigation.

³ L'annexe 7 du projet transpose l'annexe V de la directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 'concernant le niveau minimal de formation des gens de mer'.

Dans le cadre de cette transposition, il revient toutefois à l'auteur du projet d'arrêter lui-même, dans le respect de la compétence d'avis de l'Autorité de protection des données, les conditions et modalités selon lesquelles les informations visées à l'article 5, § 12, deuxième phrase, du projet, sont fournies à la Commission européenne.

Article 7

Le paragraphe 5 énonce

« Les brevets d'aptitude des gens de mer, délivrés par un État membre ou une partie à la convention STCW pour les voyages à proximité du littoral dans les limites qu'il ou elle a définies, peuvent être acceptés par le Contrôle de la Navigation pour le service dans les limites des voyages à proximité du littoral qu'ils ont définies, à condition que la Direction et les États membres ou parties concernés aient conclu un accord spécifiant les détails des zones d'exploitation en question et les autres conditions applicables dans ces zones ».

Cette délégation de compétence à la Direction de « conclure des accords » avec d'autres États membres ou parties à la convention n'est pas admissible. S'agissant de conclure des accords internationaux ayant valeur de traité, cette compétence doit être exercée par le Roi conformément à l'article 167 de la Constitution.

La disposition sera modifiée en conséquence.

Article 14

La rédaction du paragraphe 3 sera revue afin de ne pas s'y immiscer dans la relation entre le ministre et l'administration sur laquelle il exerce un pouvoir hiérarchique.

Article 16

Au paragraphe 1^{er}, b), dans la version française, les mots « l'État membre » seront remplacés par les mots « la Direction », s'agissant de transposer l'article 19, paragraphe 3, alinéa 3, de la directive 2008/106/CE, remplacé par la directive (UE) 2019/1159.

Article 20

Le paragraphe 9 est inutile. Il va en effet de soi que les dispositions d'un arrêté ne font pas obstacle à l'application de dispositions légales. Il sera omis⁴.

⁴ Une observation similaire a déjà été formulé dans l'avis n° 65.543/4 donné le 8 mai 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 28 juin 2019 'relatif à la navigation de plaisance', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/65543.pdf>, ainsi que dans l'avis n° 67.193/4 donné le 4 mai 2020 sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'introduction de plusieurs mesures de sécurité pour la pêche'.

Article 21

Au paragraphe 4, alinéa 2, il y a lieu d'écrire : « au paragraphe 3 » et non : « à l'article 21, § 3 ».

De même, au paragraphe 5, alinéa 4, *in fine*, les mots « à l'article 21, § 1^{er}, » seront remplacés par les mots « au paragraphe 1^{er} ».

Article 34

Dans la version française de l'article 4.2, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 28 juin 2019, les mots « les gens de mer » seront remplacés par les mots « les marins ».

Article 36

L'article 36 dispose que le projet entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

S'agissant d'un arrêté d'exécution de l'article 2.2.3.9, 1^o, f), du Code belge de la Navigation, il ne peut toutefois entrer en vigueur avant ce dernier⁵. Sauf justification particulière, il convient, en outre, de laisser aux destinataires d'une nouvelle réglementation un délai suffisant pour en prendre connaissance.

*

⁵ L'article 141 de la loi du 8 mai 2019 'introduisant le Code belge de la Navigation' (*Moniteur belge*, 1^{er} août 2019) dispose :

« Cette loi entre en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un an après sa publication au *Moniteur belge*.

Le Roi peut, pour chaque disposition de la présente loi, fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à la date mentionnée au premier alinéa ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

Het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, bevat in verband met die procedure echter alleen de brieven die aan de gewestregeringen zijn gezonden en die gedateerd zijn 20 april 2020.

De adviesaanvrager dient er bijgevolg op toe te zien dat dat voorafgaande vormvereiste volledig wordt vervuld.

2. De voorgaande opmerking geldt ook voor het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit en voor het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

3. De Inspecteur-generaal van Financiën heeft in zijn advies van 3 april 2020 met betrekking tot de budgettaire weerslag van het ontwerp het volgende gesteld:

“Il est précisé dans la note de présentation du dossier que le projet d’arrêté royal introduit engendrera des dépenses nouvelles de l’ordre de 15.000 EUR par période de 5 ans.

Cette dépense sera nécessaire pour réaliser les audits de qualité imposés par les dispositions de l’article 8 en projet afin d’évaluer la qualité des activités de formation, d’évaluation des compétences et des procédures de délivrance des titres requis.

Le SPF Mobilité et Transports précise toutefois que ces dépenses nouvelles seront supportées au moyen des crédits budgétaires actuellement disponibles.

L’Inspection des Finances en prend acte.”

Op de vraag waarom de akkoordbevinding van de minister van Begroting ontbreekt, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Het ontwerp van koninklijk besluit heeft een budgettaire weerslag. Om te voldoen aan een internationale verplichting en [ervoor] te zorgen dat België op de white list blijft staan voor wat betreft het STCW-verdrag moet er om de vijf jaar, door bekwame personen, overeenkomstig artikel 8, § 2, een onafhankelijke evaluatie plaats vinden. Hierbij worden de werkzaamheden, met betrekking tot verwerving en beoordeling van

kennis, begrip, vaardigheden en bekwaamheid en het beheer van het systeem voor het verlenen van getuigschriften en voor de afgifte van bewijzen, officiële verklaringen en verlenging van geldigheid, waarvoor DG Scheepvaart verantwoordelijk is, gecontroleerd. De kosten voor het uitvoeren van een dergelijke audit [worden] geraamd op 15.000 euro.

MAAR deze kosten worden met de huidige middelen opgevangen. Daarom moet er volgens ons geen akkoord van begroting worden aangevraagd en maakt het geen deel uit van de verplichte vormvereisten.”

Overeenkomstig artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole’ worden onder meer de ontwerpen van koninklijk besluit “waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan”, voor akkoordbevinding voorgelegd aan de minister van Begroting. De omstandigheid dat die nieuwe uitgaven zullen worden gefinancierd uit de thans beschikbare begrotingskredieten, ontslaat de steller van het ontwerp niet van het vervullen van dit voorafgaand vormvereiste.

Het ontwerp moet dan ook voor akkoordbevinding aan de minister van Begroting worden voorgelegd en de aanhef moet vervolgens worden aangevuld met een nieuw lid waarin naar die akkoordbevinding wordt verwezen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Gelet op het feit dat er geen advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit voorhanden is, spreekt het vanzelf dat een gebruik van persoonsgegevens dat afbreuk kan doen aan de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op zijn minst in de lijn moet liggen van de beginselen inzake de vaststellen van de doeleinden, de noodzaak en de evenredigheid van het verzamelen en verwerken van die gegevens ten aanzien van de nagestreefde doeleinden, beginselen die aan de basis liggen van de wetgeving betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens, en dat met inachtneming van artikel 22 van de Grondwet.

Het is onder dat voorbehoud dat de hiernavolgende opmerkingen worden gemaakt.

ALGEMENE OPMERKING

De steller van het ontwerp dient na te gaan of de verschillende internationale normen inzake de zeevaart waarnaar in het ontwerp verwezen wordt, wel bekendgemaakt zijn, in voorkomend geval overeenkomstig de wet van 24 april 2014 ‘betreffende de bekendmaking van verscheidene internationale akten houdende technische voorschriften inzake schepen en de zeevaart’, waarvoor de artikelen 1.1.2.1 en 1.1.2.2 van het Belgisch Scheepvaartwetboek vanaf hun inwerkingtreding in de plaats zullen komen. Die opmerking geldt in het bijzonder voor de “IGF-Code” en voor de “zeevaartcode voor het Noordpoolgebied” die gedefinieerd worden in artikel 1, 47° en 48°, van het ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In de Franse tekst van het eerste lid dienen de woorden “Code de la navigation belge” te worden vervangen door de woorden “Code belge de la Navigation”.
2. De besluiten die worden gewijzigd of opgeheven en die in de hiërarchie van de normen van dezelfde rang zijn, moeten in chronologische volgorde worden vermeld¹: het derde en het vierde lid dienen onderling van plaats te worden verwisseld.

DISPOSITIEF

Artikel 2

In deze bepaling wordt het toepassingsgebied van het ontworpen besluit gedefinieerd. De uitzondering die betrekking heeft op de pleziervaartuigen voor bedrijfs- of beroepsgebruik in de Belgische wateren² moet worden herzien opdat ze dezelfde strekking heeft als het ontworpen artikel 4.2, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 juni 2019 ‘betreffende de pleziervaart’ (artikel 34 van het voorliggende ontwerp).

Artikel 5

1. In paragraaf 12 moeten de woorden “bij dit besluit” die vermeld zijn tussen de woorden “in bijlage 7” en de woorden “vermelde gegevens over de vaarbevoegdheidsbewijzen”, worden weggelaten.³
2. Paragraaf 12, tweede zin bepaalt het volgende:

“Het Directoraat kan ook, op vrijwillige basis, gegevens verstrekken over bekwaamheidsbewijzen die aan matrozen zijn afgegeven in overeenstemming met de hoofdstukken II, III en VII van de bijlage bij het STCW-verdrag, zoals de in bijlage 7 bedoelde gegevens.”

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 29.

² Het begrip Belgische wateren is gedefinieerd in artikel 1.1.1.4, 2°, van het Belgisch Scheepvaartwetboek.

³ Bijlage 7 van het ontwerp voorziet in de omzetting van bijlage V van richtlijn 2008/106/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 ‘inzake het minimum opleidingsniveau van zeevarenden’.

Die bepaling strekt tot omzetting van artikel 5bis van richtlijn 2008/106/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 ‘inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden’, ingevoegd bij richtlijn (EU) 2019/1159 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘tot wijziging van Richtlijn 2008/106/EG inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden en tot intrekking van Richtlijn 2005/45/EG betreffende de wederzijdse erkenning van door de lidstaten afgegeven bewijzen van beroepsbekwaamheid van zeevarenden’.

3. In paragraaf 15 moet melding worden gemaakt van richtlijn 2008/106/EG.

In het kader van die omzetting staat het evenwel aan de steller van het ontwerp zelf om, met inachtneming van de adviesbevoegdheid van de Gegevensbeschermingsautoriteit, de voorwaarden en modaliteiten vast te stellen waaronder de in artikel 5, § 12, tweede zin, van het ontwerp bedoelde gegevens aan de Europese Commissie worden verstrekt.

Artikel 7

Paragraaf 5 luidt als volgt:

“De vaarbevoegdheidsbewijzen van zeevarenden die door een lidstaat of een partij bij het STCW-verdrag zijn afgegeven voor wat betreft haar omschreven beperkingen tot reizen nabij de kust kunnen door de Scheepvaartcontrole worden aanvaard voor diensten binnen hun omschreven beperkingen tot reizen nabij de kust, mits het Directoraat en de betrokken lidstaten of partijen een overeenkomst sluiten waarin de details van hun handelsgebied in kwestie en andere relevante bepalingen worden vastgesteld.”

Die delegatie aan het Directoraat van de bevoegdheid om “overeenkomsten te sluiten” met andere lidstaten of partijen bij het verdrag is onaanvaardbaar. Voor het sluiten van internationale overeenkomsten die als verdrag gelden, moet die bevoegdheid overeenkomstig artikel 167 van de Grondwet worden uitgeoefend door de Koning.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 14

De redactie van paragraaf 3 moet worden herzien teneinde niet in te grijpen in de relatie tussen de minister en het bestuur waarover hij een hiërarchisch gezag heeft.

Artikel 16

In de Franse tekst van paragraaf 1, b), moeten de woorden “l'État membre” worden vervangen door de woorden “la Direction”, aangezien het gaat om de omzetting van artikel 19, lid 3, van richtlijn 2008/106/EG, vervangen door richtlijn (EU) 2019/1159.

Artikel 20

Aangezien het vanzelf spreekt dat bepalingen van een besluit de toepassing van wetsbepalingen niet in de weg staan, is paragraaf 9 overbodig en moet hij worden geschrapt.⁴

Artikel 21

In paragraaf 4, tweede lid, dient “in paragraaf 3” in plaats van “in artikel 21, § 3,” te worden geschreven.

Zo ook moeten in paragraaf 5, vierde lid, *in fine*, de woorden “in artikel 21, § 1,” worden vervangen door de woorden “in paragraaf 1”.

Artikel 34

In de Franse tekst van artikel 4.2, § 2, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 juni 2019 moeten de woorden “les gens de mer” worden vervangen door de woorden “les marins”.

Artikel 36

Artikel 36 bepaalt dat het ontwerp in werking treedt de dag waarop [het] in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

⁴ Een gelijkaardige opmerking werd al gemaakt in advies 65.543/4, gegeven op 8 mei 2019 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 28 juni 2019 ‘betreffende de pleziervaart’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/65543.pdf>, en in advies 67.193/4, gegeven op 4 mei 2020 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende de invoering van meerdere veiligheidsmaatregelen voor de visserij’.

Aangezien het gaat om een besluit tot uitvoering van artikel 2.2.3.9, 1°, f), van het Belgisch Scheepvaartwetboek, kan het echter niet in werking treden voordat dit wetboek in werking is getreden.⁵ Behoudens bijzondere rechtvaardiging dienen de adressaten van een nieuwe regeling bovendien voldoende tijd te krijgen om er kennis van te nemen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

⁵ Artikel 141 van de wet van 8 mei 2019 ‘tot invoering van het Belgisch Scheepvaartwetboek’ (*Belgisch Staatsblad*, 1 augustus 2019) luidt als volgt: “Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van één jaar na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. De Koning kan voor iedere bepaling van deze wet een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.”